



## Réflexions sur la conjoncture

Pour les personnes qui partagent les idées d'ATTAC, les dernières élections au Québec ont été un dur coup : un parti de droite a été élu, et l'opposition officielle est encore plus rétrograde. Ce gouvernement a déjà affirmé sa volonté de multiplier les partenariats publics-privés, de favoriser les privatisations dans le réseau de la santé, d'augmenter les droits de scolarité et d'approuver des projets écologiquement catastrophiques comme celui de Rabaska.

À ce résultat s'ajoute la présence des Conservateurs à Ottawa, dont la politique s'aligne sur celle des États-Unis : le gouvernement canadien est prêt à conclure un Partenariat sur la sécurité et la prospérité qui compromet grandement la souveraineté du Canada; sa volonté ferme d'encourager l'exploitation accélérée des sables bitumineux de l'Alberta — dans l'intérêt des États-Unis principalement— l'entraîne à ne plus respecter ses engagements reliés au protocole de Kyoto; son ultralibéralisme permet la prise de contrôle étrangère des entreprises canadiennes les plus importantes; et son soutien à la guerre d'agression et à l'occupation en Afghanistan va à l'encontre du rôle de gardien de la paix du Canada que la tradition diplomatique lui avait fait assurer. Bref, le nouvel impérialisme du gouvernement canadien est désormais un grand sujet de préoccupation.

Le Canada suit un courant inquiétant parmi les grands pays occidentaux : les États-Unis, la France, l'Allemagne, l'Australie et de nombreux pays de l'Europe de l'Est ont élu des gouvernements de droite, alors que des gouvernements soi-disant de gauche, au Royaume-Uni, en Italie et au Brésil, par exemple, agissent comme des gouvernements de droite.

Face à ces droites qui triomphent dans les pays les plus favorisés, notre travail devient plus difficile et nous sommes en droit de nous poser de nombreuses questions. Comment réussir à faire partager nos idées dans un monde qui semble nous tourner le dos? Comment parvenir à faire basculer l'opinion avec nos moyens restreints et ayant peu accès aux grands médias? Comment rejoindre les gens qui vivent hors du cercle restreint de nos sympathisantEs? Comment stimuler les militantEs à continuer d'agir alors que nous avons l'impression de perdre d'importants combats?

Pourtant, il faut voir ce qui se cache derrière la montée des conservateurs. Et si on observe les politiques adoptées depuis les vingt-cinq dernières années tant par les gouvernements de droite que de gauche, il devient pertinent de se demander dans quelle mesure nous pouvons compter sur des partis politiques pour mettre fin au néolibéralisme et effectuer les changements que nous souhaitons. Sans désespérer de la politique électorale, et tout en reconnaissant le travail important et difficile mené par quelques élus, nous observons un certain nombre de transformations pour le mieux dans nos sociétés, initiées par des actions militantes faisant de fortes pressions sur les gouvernements. Et si le règne presque sans partage de la droite dans notre pays a de quoi inquiéter, il faut aussi souligner les quelques progrès et victoires obtenus malgré tout et en dépit des difficultés que nous traversons.

\*\*\*

La mondialisation telle que mise en application et prévue par les maîtres du monde connaît plusieurs ratés depuis les deux dernières années. Les institutions internationales mises sur pied pour développer et organiser cette mondialisation ultralibérale connaissent de grandes difficultés. Tant le Fonds monétaire international (FMI), que la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le G8 ont perdu leur crédibilité et n'arrivent plus à fonctionner efficacement. Leur affaiblissement provoquera, il faut l'espérer, un ralentissement de cette mondialisation à deux vitesses, qui crée des écarts toujours plus grands entre les riches et les pauvres. S'ajoute l'instabilité financière croissante qui inquiète même le FMI et certains chefs d'États du G8.

Le FMI et la Banque mondiale subissent aujourd'hui les contrecoups de leurs plans d'ajustement structurel qui ont détruit les économies de nombreux pays du Sud. Certains pays comme l'Argentine ont remboursé en priorité l'argent dû à ces institutions tandis que d'autres évitent maintenant à tout prix d'avoir recours à leurs prêts. Six pays sud-américains — Argentine, Venezuela, Bolivie, Equateur, Paraguay et Brésil — mettent sur pied une Banque du Sud pour permettre aux pays d'Amérique du Sud de ne plus avoir affaire aux deux grandes institutions financières de Bretton Wood. Si bien que celles-ci traversent une crise, à laquelle s'ajoute un scandale de corruption à la Banque mondiale, lié à son ex-président, Paul Wolfowitz.

L'OMC n'arrive plus à relancer le cycle de Doha. Alors qu'on prévoyait pour des échéances rapprochées une libéralisation à grande échelle des secteurs de l'agriculture et des services et que l'on désirait réduire les tarifs douaniers pour le plus grand nombre de produits, les négociations se sont enrayées et resteront probablement bloquées longtemps. Même si le principe selon lequel il faut libéraliser le plus grand nombre de secteurs de l'économie n'a pas été sérieusement remis en question, il est devenu clair que les pays riches trichaient : ils subventionnent leur agriculture alors qu'ils demandent l'accès au marché des pays du Sud, tout en fermant le leur. De plus, plusieurs représentants des pays du Sud ont compris qu'ils perdront une grande part de leur autonomie s'ils succombent aux demandes des pays du Nord.

Le G8 est désormais sous observation. Ce rassemblement semble encore plus arbitraire depuis la montée en puissance de certains pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Le G8 parvient mal à cacher qu'il est illégitime et inefficace, ainsi que le soutiennent ATTAC et de nombreux autres opposants depuis plusieurs années. Les réunions du G8, qui se déroulent sous l'œil attentif de militants aguerris, deviennent de grandes mascarades suite auxquelles les élus des pays les plus riches lancent de belles promesses qu'ils ne réaliseront pas. À force de vouloir séduire l'opinion, sollicités de partout pour de bonnes causes, les pays du G8 n'arrivent pas à changer le sort du monde en catimini lors des grandes rencontres comme ils le voudraient. Ces grands rassemblements, contre lesquels nous avons le devoir de continuer à nous élever, ne produisent plus que du vide.

Les effets négatifs du libre-échange sont révélés au grand jour, parfois même par des organisations qui avaient auparavant soutenu cette doctrine. Les conséquences des délocalisations se font sentir dans de nombreux pays, y compris ceux du Nord; ces délocalisations touchent aujourd'hui le secteur des services qui auparavant n'était pas atteint par une telle pratique.

Un continent quasiment tout entier, l'Amérique du Sud, remet en question les politiques néolibérales et cherche de nouvelles façons de gouverner. Et ce, en dépit de sévères limites et difficultés provoquées par la classe des dominants, dans cette partie du monde où les écarts entre les très riches et les très pauvres restent parmi les plus grands. Plusieurs pays ont choisi d'intégrer l'ALBA, un nouvel accord commercial qui favorise la collaboration plutôt que la concurrence.

Les forums sociaux mondiaux et régionaux continuent à stimuler les forces vives et la résistance à la globalisation, à la guerre et à la corruption de l'establishment corporatif et politique. Ils créent un espace de réflexion et de rencontre désormais indispensable pour permettre aux forces d'opposition de s'organiser.

La série de catastrophes écologiques provoquées par le réchauffement de la planète forcent les élus à tenir compte des importants dommages faits à l'environnement, ou dans plusieurs cas, à prétendre le prendre en compte. On peut à raison se désoler que cette prise de conscience vienne si tardivement et que les politiques de protection de l'environnement soient encore très limitées. Mais il semble que pour la première fois, l'environnement deviendra un enjeu majeur des campagnes électorales tant au Canada qu'aux États-Unis. De plus en plus de citoyenNEs deviennent conscientEs de la nécessité de protéger les écosystèmes et font des pressions en ce sens auprès des élus.

Malgré la consommation de masse encouragée par une publicité omniprésente, de nombreux citoyenNEs choisissent de remettre en question leurs habitudes d'acheteurs. Les produits bio et équitables connaissent une popularité croissante. Une part importante de la population se préoccupe davantage de sa santé, du lieu de provenance des produits, des conditions de travail des paysans ou des employés dans les manufactures. Des groupes de citoyens ont réussi l'exploit de forcer les gouvernements à créer de nouvelles réglementations contre les intérêts de certaines entreprises multinationales, ou de financer d'importantes campagnes de sensibilisation. Les lois qui interdisent de fumer dans les établissements publics, restaurants et bars ont été imposées en dépit d'un lobbying intensif des riches cigarettiers (qui font maintenant l'essentiel de leurs profits dans les pays en développement). Les campagnes contre le gras trans contraignent quant à elles les intérêts des géants de l'agro-industrie.

\*\*\*

L'affaiblissement des grandes institutions de la mondialisation de même qu'une plus grande conscience de ce qui menace la planète chez certains éluEs et citoyenNEs ne nous rapprochent pas, hélas, du moment où nos idées s'imposeront. Il semble plutôt que, face à leurs échecs, les partisans du néolibéralisme n'ont d'autre solution que de se raccrocher à leurs positions et d'imposer leurs politiques de façon encore plus poussée. Il leur reste beaucoup de travail à accomplir, de guerres à maintenir, de privatisations à accélérer, d'écosystèmes à polluer, de mesures de répression à renforcer.

Des luttes importantes nous attendent. Il sera difficile de sauver l'assurance maladie universelle au Québec et au Canada, celle-ci étant une cible de prédilection des lobbies de droite, soutenus par les compagnies d'assurances et de soins de santé privés. L'éducation est aussi visée, par une hausse des droits de scolarité et un sous-financement chronique de l'éducation supérieure, qui pousse les administrations à chercher un appui financier dans le secteur privé.

Face à l'échec de l'OMC, plusieurs accords bilatéraux se négocient maintenant, entre pays riches et pays pauvres principalement, mais aussi entre pays riches de poids inégaux. Ces accords sont presque toujours plus contraignants que ceux de l'OMC et demeurent très difficiles à suivre par leur opacité et leur multiplication. De plus, pour éviter l'échec des traités qui se sont fait rejeter — surtout la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et le Traité constitutionnel européen (TCE) —, les États choisissent le mode du « partenariat » pour arriver à des fins presque identiques. Ainsi, le Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité (PSP) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique est négocié en secret et n'a pas à être approuvé de façon démocratique. De plus, cet accord crée un inquiétant amalgame entre la sécurité et la prospérité : il donne la possibilité de durcir les lois permettant de réprimer et

d'ajuster les réglementations, normes, qualifications concernant le commerce et le travail sur celles des États-Unis. Les patrons déterminent l'ordre du jour et les priorités du PSP par un organisme officiellement reconnu, le Conseil nord-américain sur la compétitivité (CNAC). Le lobbying n'est plus nécessaire : les patrons donnent directement leurs ordres aux gouvernements. Les modèles de social-démocratie de l'époque des Trente Glorieuses se trouvent désormais menacés et même en bonne partie déjà remplacés par des programmes sociaux et un droit du travail affaiblis. L'Europe centralisée permet aux lobbyistes des grandes multinationales d'exercer une influence déterminante et provoque des libéralisations dans tous les secteurs, à coup de nouvelles directives. Même le modèle scandinave, source d'inspiration pour de nombreux pays, faisant la démonstration que la prospérité peut rimer avec une répartition efficace de la richesse, est pris pour cible et se trouve peu à peu affaibli par une intrusion toujours plus grande du privé dans plusieurs secteurs de l'économie. Quant au modèle québécois, nous savons tous à quel point il est maintenant vulnérable et fait face à une campagne de dénigrement systématique — même si son efficacité se maintient dans plusieurs domaines, et ce, en dépit d'un financement public qui n'est plus à la hauteur.

Lors des deux dernières années, la marche du monde a montré une fois de plus l'inefficacité des politiques néolibérales pour l'ensemble de la population. Les promesses de prospérité générale par la création de la richesse se traduisent dans les faits par la plus grande inégalité entre les couches sociales jamais vue depuis la première décennie du siècle dernier. Ce modèle, plus discrédité que jamais, est pourtant déterminé à se perpétuer et à prendre les moyens pour y arriver, entre autres par un gigantesque soutien financier des compagnies transnationales.

Il est donc nécessaire de maintenir notre résistance et de continuer avec vigueur — et, il ne faut pas se le cacher, en dépit de nos moyens limités — à défendre les idées qui sont les nôtres. Par exemple : exiger des services publics de qualité; aspirer à une plus grande justice fiscale par des impôts véritablement progressifs sur le revenu et par l'élimination des paradis fiscaux; créer des taxes globales; faire de la protection de l'environnement une priorité et imposer des politiques publiques d'envergure à ce sujet; établir un monde basé sur la coopération et l'égalité plutôt que la concurrence et les disparités de revenus et de pouvoirs. Nous devons élaborer des alliances afin de compenser nos faiblesses financières. Le mouvement social a remporté d'importantes victoires, il ne faut pas l'oublier. Mais le meilleur — ou le pire? — est devant nous.

Adopté par l'assemblée générale d'ATTAC-Québec le 15 septembre 2007